

La crise et l'avenir du FSE

Asbjørn Wahl

Conseiller du syndicat norvégien des employés municipaux et généraux

Le FSE a rencontré de nombreux problèmes au fil des ans et nous devrions admettre honnêtement qu'il est en perte de vitesse depuis le premier forum à Florence en 2002 qui a été le plus réussi. De ce point de vue, nous pouvons dire que le FSE est en crise. Il faut donc analyser et débattre de sa situation actuelle et de son avenir possible.

Le contexte

Pour comprendre la crise du FSE, il faut la situer dans un contexte plus large. Le FSE ne fonctionne pas en vase clos. Les difficultés rencontrées au sein du FSE reflètent à bien des égards la situation sociale et politique actuelle en Europe—et dans le monde. Les quatre points suivants au moins revêtent de l'importance :

1. Le mouvement ouvrier et la gauche politique n'ont pas su sortir de la crise idéologique et politique profonde qu'ils ont plus ou moins connue suite à l'offensive néolibérale (la « mondialisation ») menée depuis les années 1980 et à l'éclatement du modèle soviétique d'Europe de l'Est, ainsi que du modèle de partenariat avec la social-démocratie dans une grande partie de l'Europe occidentale.
2. Pour la gauche politique dans de nombreux pays en Europe occidentale, la situation s'est plutôt aggravée. Les tentatives pour s'associer aux gouvernements de centre gauche, sans orientation stratégique ni clarification suffisantes, se sont révélées désastreuses. Ainsi, la gauche parlementaire en

Italie et en France a connu de lourdes défaites. La situation actuelle avec un gouvernement de centre gauche en Norvège n'est guère encourageante. Malgré ces expériences, la gauche parlementaire dans des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède emprunte le même chemin, sans ajuster ses orientations pour tenir compte des expériences négatives des pays mentionnés ci-dessus.

3. De plus, le mouvement syndical, poussé à la défensive, est également en crise. Une grande partie du mouvement syndical est encore profondément influencée par l'idéologie de partenariat social, qui fait de plus en plus l'effet d'une barrière face à une pratique davantage tournée vers l'action. Les autres mouvements sociaux, dans la plupart des pays d'Europe, ont été également secoués. Dans le même temps, on a assisté à la montée d'un certain nombre de partis populistes de droite (voire néofascistes, notamment dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale).
4. Ainsi, ni la gauche politique, ni les syndicats, ni les autres mouvements sociaux n'ont été capables de développer une réponse forte ou de réelles alternatives à la crise financière et économique actuelle qui devient également de plus en plus une crise sociale et politique. C'est aussi le cas pour la crise environnementale et climatique dont l'importance grandit.

Le FSE lui-même

Le manque de réponse et d'alternative vaut également pour le FSE. Même si les forums sociaux eux-mêmes et de nombreux mouvements, organisations et réseaux qui travaillent au sein du processus des forums sociaux se sont développés en partie en réponse à la crise de la gauche traditionnelle, ils n'ont pas pu compenser ces faiblesses. Le recul général des luttes sociales et politiques pèse fortement sur le FSE.

Un des effets internes de cette situation est que le vide créé par l'insuffisance des mouvements et des luttes réels a, dans une certaine mesure, été comblé par un certain nombre de petites ONG et de militants à temps plein qui jouent un rôle disproportionné dans le travail d'élaboration du FSE. Certains d'entre eux manquent de racines et d'une compréhension suffisante des rapports de classe, de la lutte sociale et du pouvoir social. Il y a donc eu une tendance croissante à recourir à des signatures de déclarations, du *lobbying* et à l'organisation et à la proclamation de journées d'action européennes s'appuyant très peu sur les rapports de force existants et la réalité des luttes en cours.

Il semble aussi que se soient mises en place des structures informelles de pouvoir à l'intérieur du processus du FSE; certains participants, notamment d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, les vivent comme une exclusion. Cela a particulièrement été le cas dans l'élaboration du programme.

Les éléments ci-dessus soulèvent également la question de savoir si oui ou non le FSE sera perçu comme un outil important si (et quand) les mouvements

réels, le niveau de mobilisation et les luttes se développent en Europe. C'est loin d'être évident aujourd'hui. Ainsi, dans une situation où un nombre croissant de peuples d'Europe affronte des crises multiples, le programme du FSE est fragmenté en différents domaines de lutte (« axes » dans le jargon interne). Il est probablement temps de se demander si c'est la meilleure façon de relever les défis actuels.

L'avenir du FSE

Dans la mesure où le FSE est confronté à une crise, il reflète la réalité objective du monde dans lequel il se trouve. Cette crise ne peut donc pas se résoudre par le volontarisme ou le moralisme. Nous devons en comprendre les causes, identifier les possibilités et les opportunités—puis faire des propositions politiques et organisationnelles pour évoluer.

Aucun d'entre nous n'a, aujourd'hui, les solutions. C'est la raison pour laquelle nous devons associer nos capacités intellectuelles collectives lors du prochain FSE afin de mieux comprendre la situation et, espérons-le, améliorer le fonctionnement du FSE. Pour y parvenir, nous devons analyser les facteurs externes et internes et, simultanément, savoir interroger tous les aspects de notre fonctionnement actuel.

Voici quelques questions qui pourraient nous guider dans le débat sur l'avenir du FSE :

- Comment voyons-nous l'évolution de l'UE dans un avenir proche (les crises multiples) ?
- Dans quels domaines essentiels pouvons-nous compter sur des luttes sociales, et comment entretenir des rapports avec ces luttes ?
- Que devons-nous faire de la structure du FSE et de son processus si nous voulons faire du FSE un outil pour unifier les luttes entre les pays et entre les différents secteurs de la société ?
- Comment renouveler le FSE et le rendre plus attractif pour des nouveaux groupes et mouvements, y compris accroître la participation de l'Europe centrale et orientale (PECO) dans le processus du FSE ? Jusqu'à présent ce problème, dans une certaine mesure, a été traité en termes de soutien financier aux représentants des PECO. Il est peut-être temps d'abandonner cette approche trop étroite pour affronter le défi très politique qu'il constitue ?

Propositions pour Istanbul

Sur la base de ce qui précède, le débat sur l'avenir du FSE pourrait se dérouler à travers trois séminaires au forum d'Istanbul :

I. Le FSE en crise ? — Le contexte

II. Le FSE en crise ? — Les facteurs internes

III. L'avenir du FSE